

Ce qui est commun

Bernard Émond

Numéro 784, mai-juin 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/81914ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Émond, B. (2016). Ce qui est commun. *Relations*, (784), 50-50.



Bernard Émond

Ce qui est commun

Triste paradoxe sous la belle lumière du printemps qui revient, Montréal en mars ressemble à une ville sinistrée. La fonte des neiges révèle partout des strates de débris, les façades barricadées et taguées des artères commerciales évoquent le Bronx ou Détroit, les rues défoncées et l'anarchie des chantiers font penser à ces villes malheureuses qui se relèvent d'une tempête. La saleté et la laideur sont partout : les espaces publics sont un véritable désastre.

Dans une conférence prononcée en septembre dernier¹, le sociologue Guy Rocher parlait de deux grands déficits de la société québécoise. Il ne s'agissait ni de la dette publique, ni du manque de vigueur démographique, mais bien plutôt des déficits linguistique et esthétique. Que les Québécois soient empêtrés dans leur(s) langue(s), c'est une observation courante, mais le « déficit esthétique », lui, est plus rarement évoqué. Et pourtant, dans nos villes et nos campagnes, nous vivons dans une épouvantable laideur.

On me dira que notre histoire est courte, et que nous n'avons pas un patrimoine architectural aussi riche que celui des pays européens, même de petite taille. Cela est entendu. Pourtant, ce qui reste du patrimoine bâti de nos campagnes est souvent d'une indéniable beauté : les maisons ancestrales, les églises de village, les collèges, couvents et presbytères sont harmonieux, parfois élégants, du moins lorsqu'on ne les a pas sauvagement « rénovés ». Dans certains quartiers de nos villes, en particulier dans ce qui reste des centres-villes historiques, on peut faire le même constat. Il y a un réel plaisir à marcher à l'intérieur des murs à Québec ou devant les façades austères du Vieux-Montréal. Et on peut voir dans nos villes quelques incontournables de l'architecture contemporaine, le magnifique Westmount Square, par exemple.

Mais autrement, en général, quel gâchis ! Le passage du Québec à la modernité a laissé dans le paysage rural et urbain un véritable musée des horreurs. On pourrait constituer un accablant catalogue de la laideur avec les caisses populaires, les polyvalentes et d'autres bâtiments administratifs qui déparent nos villes et nos campagnes. Et je ne parle pas des « boulevards » de banlieue bordés par les stationnements démesurés des centres commerciaux, des bâtiments industriels d'une laideur agressive ou de la tempête de revêtements de vinyle et d'aluminium qui s'est abattue sur les vieilles demeures de nos régions. Et par-dessus tout, l'espace, le simple espace, partout considéré comme un vide à remplir sans égard à ce qui l'environne.

La grande excuse, évidemment, c'est l'économie : il est, paraît-il, moins cher de faire laid (ce qui est loin d'être démontré). Dans un monde où l'économie est l'horizon indépassable de toute vie sociale, c'est l'excuse suprême et il n'y aurait plus qu'à baisser les bras. Mais cette excuse, comme toutes celles qui se rapportent aux contraintes économiques invoquées *ad nauseam* par nos dirigeants et leurs hommes liges des médias, n'est rien d'autre qu'un prétexte : l'économie n'est pas une fatalité de la nature, c'est une construction humaine. Il semble bien alors que nous voulions cette laideur, ou à tout le moins que nous nous y complaisions.

Il n'y a peut-être rien à faire lorsqu'un entrepreneur privé construit un complexe de salles de cinéma en forme de vaisseau spatial et appelle cela de l'art (encore que des règlements d'aménagement urbain conséquents auraient pu limiter les dégâts), mais enfin, pour ce qui est des espaces publics, nous sommes en principe collectivement responsables. À Montréal, pour un « quartier des spectacles » moderne et aseptisé, dont les places sont un haut lieu de l'enrégimentement festivalier mais qui restent désertes dix mois par année, combien y a-t-il de rues commerciales délabrées, sales et tristes ?

Cela nous dit quelque chose de nous-mêmes. Certes, avec la passion du jardinage qui s'est développée ces dernières années, beaucoup d'espaces privés se sont enjolivés et, du coup, des rues, des villages sont devenus plus coquets. Mais un peu partout au Québec, il y a un abandon des espaces publics. Le déplacement du commerce vers Internet et vers les galeries commerciales y est sans doute pour quelque chose, mais c'est tout simplement un même aspect du même problème : une désaffectation pour ce qui est commun.

Ainsi, nous prenons soin de nos intérieurs, de nos jardins et de nos maisons, mais il semble bien que nous ne nous soucions pas beaucoup des espaces publics. Une telle affirmation fera la joie des néolibéraux, bien sûr : « vous voyez bien, diront-ils, que la propriété privée est la solution ». Qu'elle fasse au contraire partie du problème, et que l'évasion fiscale et les malversations des entreprises et des possédants privent les municipalités de ressources essentielles ne leur viendrait probablement pas à l'esprit.

Mais au-delà de l'économie (encore), ce qui est en cause, c'est notre rapport aux espaces publics et, en fin de compte, à ce qui est commun. Chaque tag, chaque déchet balancé à la rue, chaque intervention sauvage sur le patrimoine bâti, chaque panneau-réclame défigurant un beau paysage, chaque arbre abattu pour rien est une incivilité et rend la vie plus laide. Il est essentiel de retrouver le sens du commun, et de défendre ce qui appartient à tout un chacun, car la beauté est nécessaire : elle est comme la signature du Bien. ©

1. En ouverture du colloque *Cégep inc., la destruction programmée de la culture*, organisé par la Nouvelle alliance pour la philosophie au collège (NAPAC). En ligne sur YouTube.